



ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

Un tiers des Français se retrouve avec 100 euros à vivre le 10 du mois

Question écrite n° 8957

Texte de la question

M. Bruno Bilde interroge M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique sur l'insupportable hausse des prix à la consommation. Selon une enquête de l'IFOP publiée en juin 2023, les sacrifices en matière de consommation n'ont jamais été aussi importants pour les Français. 58 % des consommateurs ont réduit leurs dépenses alimentaires pour des motifs financiers, ce chiffre est deux fois plus élevé que celui constaté en 2007. Pour les mêmes motifs, un Français sur deux déclare sauter des repas et 41 % d'entre eux ont reporté des dépenses des santés ces 12 derniers mois. Ces difficultés financières génèrent l'explosion des détresses psychologiques pour de nombreux concitoyens. Le Rassemblement National est le seul à avoir fait des propositions concrètes sur le sujet. La première des urgences, c'est la baisse de la TVA sur le carburant, le fioul, l'électricité, le gaz et sa suppression sur 100 produits de première nécessité. Le Gouvernement se contente de faire de la communication et de prophétiser l'hypothétique fin d'une inflation qui ne vient pas. M. le député demande à M. le ministre de stopper les gesticulations inutiles et les exercices de communication futiles dont les Français ne sont pas dupes. Il lui demande s'il va mettre enfin en place des mesures concrètes pour lutter efficacement pour l'inflation et d'accompagner les ménages les plus fragiles.

Données clés

Auteur : [M. Bruno Bilde](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (12^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 8957

Rubrique : Pouvoir d'achat

Ministère interrogé : Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique

Ministère attributaire : [Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 juin 2023](#), page 5245

Question retirée le : 11 juin 2024 (Fin de mandat)